

Le gouvernement a malheureusement noyé les deux modifications mineures qui figuraient au budget supplémentaire de juin dernier, dans un texte législatif de 700 pages appelé réforme fiscale. Maintenant que nous avons pu étudier les 95 amendements qu'il a déposés, il y a lieu de signaler que certains d'entre eux sont assez importants, alors que d'autres sont, en toute franchise, secondaires. Ainsi, dans la crise économique qu'il traverse, le Canada a vu présenter au cours d'une même session parlementaire, trois budgets. Le ministre du Travail a utilisé cette expression dans son discours de l'autre jour, en appuyant le gouvernement.

M. Nielsen: Mackasey, l'homme au casse-croûte.

M. Woolliams: Il a dit que nous avons le ministre des Finances le plus souple depuis la Confédération, un homme capable de s'adapter à toutes les occasions. Comme je l'ai dit, pendant une période de crise économique, il y a eu trois budgets en une seule session et nous allons maintenant passer des semaines à discuter un remaquillage de la structure fiscale, ce qui sera, au fond, une perte de temps. En comité plénier nous en sommes à discuter 700 pages de réforme fiscale. Si ce projet de loi était adopté maintenant, je demande quel effet aurait le budget supplémentaire, c'est-à-dire le minibudget du 14 octobre, si l'on en considérait les dispositions parallèlement aux changements proposés dans ce projet de loi?

Je ne pense pas que le ministre des Finances, le secrétaire parlementaire ou leurs experts puissent nier que, par diverses dispositions, le projet de loi, finalement, relève les impôts. Je vois le secrétaire parlementaire du ministre des Finances froncer les sourcils mais, s'il veut bien m'accorder quelques minutes, je vais lui donner des exemples d'augmentations d'impôts. Si je comprends bien ce qui s'est passé l'autre soir, le gouvernement a mené le pays dans un tel désastre économique, avec le taux désaisonnalisé du chômage s'élevant aujourd'hui à 7.1 p. 100, et à certains endroits 8.9 p. 100—je pense que ceci est le cas de la province de Québec, et plus de 8 p. 100 dans les Maritimes—que les ministres se sont dits: «Nous devons suivre les suggestions du chef de l'opposition. Nous devons faire ce qu'il nous a demandé de faire pendant des mois. Nous devons réduire les impôts.» C'est pourquoi ils sont venus ici et ont réduit l'impôt sur le revenu des particuliers de 3 p. 100 et l'impôt sur les sociétés de 7 p. 100.

J'ai certaines opinions sur ce qui s'est passé pendant cette session à trois budgets, et je ne suis pas le seul à les professer. Ceci est un gouvernement à trois budgets. J'ai entendu le premier ministre déclarer dans sa conférence de presse de l'autre jour: «Ne vous inquiétez pas. Si nous voyons que les choses changent, demain même nous pourrions avoir un autre budget.» Le gouvernement va de budget en budget en budget etc. Les choses montent et descendent comme le mercure dans un thermomètre. Le député de Calgary-Sud sait que la température dans cette région peut varier très rapidement pendant l'hiver. Elle peut passer de moins 30 à plus 50 en peu de temps. C'est exactement ce qui se passe avec la politique économique du gouvernement. Elle monte et redescend sans cesse.

J'ai écouté très attentivement le ministre du Travail l'autre soir. Il a mis le doigt sur le problème du gouvernement. C'est un homme gentil et aimable. Comme l'a dit le député du Yukon, il est l'ami des ouvriers. J'ai passé un certain temps avec lui outre-mer. C'est un homme aimable et gentil. Il lui arrive parfois et par hasard de découvrir des vérités. C'est ce qu'il a fait, comme on peut le voir à la page 8714 du *hansard*, et c'est un aveu bouleversant. Je ne

l'avais jamais vu écrit où que ce soit. Le passage n'est pas très long. Après s'être attendri sur la question du chômage et avoir parlé de la Banque du Canada et de ce que le gouvernement entendait faire, quelqu'un s'est interposé et il s'est excité. Quelqu'un a crié «Bravo!», et le ministre a dit:

Je me range du côté...

C'est une expression que j'ai entendue à de nombreuses reprises à la Chambre dans le passé.

Je me range du côté—et je ne parle pas au nom du gouvernement...

Il a été très prudent parce qu'il avait en tête son serment de ministre et son traitement. Il ne voulait pas être envoyé au bûcher. Il n'y a qu'un ministre qui a été envoyé au bûcher.

... je ne parle pas au nom du gouvernement, mais à titre personnel—de ceux qui estiment que jamais plus nous ne pourrions combattre l'inflation avec l'arme grossière des politiques monétaires et fiscales.

C'est exactement ce que l'opposition n'a cessé de dire pendant des mois, aussi bien au cours de la période des questions que lors de nombreux débats sur le budget. Maintenant, le ministre du Travail se déclare d'accord avec nous.

M. Coates: Il a dit l'année dernière qu'il était courageux d'avoir un taux de chômage de 6 p. 100.

M. Woolliams: Cela se peut et le premier ministre a déclaré que ceux à qui cela ne plaisait pas devraient s'en arranger quand même. Si un projet de loi doit être abandonné, c'est bien cette mesure fiscale, car si l'on crée des motifs d'inquiétude aux milieux d'affaires et du travail, c'est toute l'économie qui s'en ressentira et qui deviendra instable. Le gouvernement devrait retirer ce projet de loi sur la fiscalité. Je crois qu'il ne faut pas être très intelligent...

M. Guay (Saint-Boniface): Cette déclaration va être imprimée.

M. Woolliams: J'ai entendu l'intervention de l'honorable député de Saint-Boniface. Il ouvre la bouche mais son esprit reste fermé. J'espère que la population de Saint-Boniface, lorsqu'elle lira le compte rendu de ce débat, s'en rendra compte et appréciera.

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Si l'opposition disait des choses sensées, je serais heureux de me lever et de répondre. Mais je ne crois pas que ce qu'ils disent en vaut la peine.

M. Nielsen: On vous a demandé de ne rien dire.

M. Woolliams: Nous avons une vieille expression dans l'Ouest, peut-être la connaît-on aussi au Manitoba. «Parlons de bois. A ce propos, comment va votre tête?»

Le gouvernement devrait retirer immédiatement son bill car, encore une fois, il a pour effet d'engendrer le chaos. Si ce que le gouvernement et le ministre des Finances ont annoncé l'autre soir, après, je n'en doute pas, des heures de discussion au sein du cabinet, doit avoir une valeur quelconque, ce projet de loi doit être retiré. Il aurait pour effet de refroidir encore plus l'économie. Le ministre du Travail avait raison lorsqu'il disait que nous ne devons pas utiliser des instruments émoussés pour combattre l'inflation. C'est là le premier point que je tenais à exposer.